

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 mai 1999.

L. VAN DEN BOSSCHE

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 5 mei 1999.

L. VAN DEN BOSSCHE

#### MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 1359

[C - 99/12197]

**23 AVRIL 1999.** — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail n° 71 du 10 février 1999, conclue au sein du Conseil national du Travail, concernant le maintien de la rémunération normale des travailleurs pour les jours d'absence à l'occasion du décès d'arrière-grands-parents et d'arrière-petits-enfants (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment les articles 18 et 28;

Vu l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de la navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles;

Vu la demande du Conseil national du Travail;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail n° 71, reprise en annexe, conclue le 10 février 1999 au sein du Conseil national du Travail, concernant le maintien de la rémunération normale des travailleurs pour les jours d'absence à l'occasion du décès d'arrière-grands-parents et d'arrière-petits-enfants.

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

Notes

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 28 août 1963, *Moniteur belge* du 11 septembre 1963.

Annexe

#### Conseil national du Travail

Convention collective de travail n° 71 du 10 février 1999, conclue au sein du Conseil national du Travail, concernant le maintien de la rémunération normale des travailleurs pour les jours d'absence à l'occasion du décès d'arrière-grands-parents et d'arrière-petits-enfants

Enregistrée le 25 février 1999 sous le n° 50.148/CO/300

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

Vu l'avis n° 1.261 du 10 février 1999 relatif à l'octroi d'un petit chômage en cas de décès d'arrière-grands-parents et d'arrière-petits-enfants;

Considérant qu'en raison de l'allongement de la durée de vie de la population belge, les travailleurs sont de plus en plus confrontés au décès de leurs arrière-grands-parents ou de leurs arrière-petits-enfants et que l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des

#### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 1359

[S - C - 99/12197]

**23 APRIL 1999.** — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 71 van 10 februari 1999, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende het behoud van het normaal loon van de werknemers voor de afwezigheidsdagen ter gelegenheid van het overlijden van overgrootouders en achterkleinkinderen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op de artikelen 18 en 28;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenscheepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten;

Gelet op het verzoek van de Nationale Arbeidsraad;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst nr. 71 gesloten op 10 februari 1999 in de Nationale Arbeidsraad, betreffende het behoud van het normaal loon van de werknemers voor de afwezigheidsdagen ter gelegenheid van het overlijden van overgrootouders en achterkleinkinderen.

**Art. 2.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

Nota's

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 28 augustus 1963, *Belgisch Staatsblad* van 11 september 1963.

Bijlage

#### Nationale Arbeidsraad

Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 71 van 10 februari 1999, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, betreffende het behoud van het normaal loon van de werknemers voor de afwezigheidsdagen ter gelegenheid van het overlijden van overgrootouders en achterkleinkinderen

Geregistreerd op 25 februari 1999 onder het nr. 50.148/CO/300

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op het advies nr. 1.261 van 10 februari 1999 betreffende de toekenning van klein verlet bij het overlijden van overgrootouders en achterkleinkinderen;

Overwegende dat ingevolge de stijging van de levensduur van de Belgische bevolking de werknemers meer en meer geconfronteerd worden met het overlijden van hun overgrootouders of hun achterkleinkinderen terwijl het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de

employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles n'est pas adapté à ce phénomène;

Considérant qu'il est opportun de modifier l'arrêté royal précité et dans l'attente, de régler cette question par convention collective de travail;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique;
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979;
- "De Belgische Boerenbond";
- la Fédération nationale des Unions professionnelles agricoles;
- l'Alliance agricole belge;
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique;
- la Fédération générale du Travail de Belgique;
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique,

ont conclu, le 10 février 1999, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante :

Article 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs dont le contrat de travail est régi par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou par la loi du 1<sup>er</sup> avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure et aux employeurs qui les occupent.

Art. 2. Elle ne s'applique pas aux employeurs ni aux travailleurs liés par une convention collective de travail prévoyant des avantages équivalents ou plus favorables pour les travailleurs, que ceux qui sont prévus par la présente convention.

Art. 3. Lors du décès d'un arrière-grand-père, d'une arrière-grand-mère, d'un arrière-petit-fils ou d'une arrière-petite-fille, les travailleurs visés à l'article 1<sup>er</sup> ont le droit de s'absenter du travail, avec maintien de leur rémunération normale, pour une durée fixée comme suit :

- en cas de décès d'un arrière-grand-père, d'une arrière-grand-mère, d'un arrière-petit-fils ou d'une arrière-petite-fille habitant chez le travailleur : deux jours à choisir par le travailleur dans la période commençant le jour du décès et se terminant le jour des funérailles;
- en cas de décès d'un arrière-grand-père, d'une arrière-grand-mère, d'un arrière-petit-fils ou d'une arrière-petite-fille n'habitant pas chez le travailleur : le jour des funérailles.

Art. 4. Pour l'application de l'article 3, les arrière-grands-parents du conjoint du travailleur sont assimilés aux arrière-grands-parents du travailleur.

Art. 5. Les travailleurs à temps partiel ont le droit de s'absenter du travail, avec maintien de leur rémunération normale, pendant les jours visés à l'article 3 qui coïncident avec les jours où ils auraient normalement travaillé.

Ils peuvent choisir les jours d'absence dans les mêmes limites que celles prévues à l'article 3 précité.

Art. 6. La présente convention cesse d'être en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal qui introduira le cas du décès des arrière-grands-parents et des arrière-petits-enfants dans l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendement. Les autres organisations s'engagent à les discuter au sein du Conseil national du Travail, dans le délai d'un mois de leur réception.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 23 avril 1999.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten, aan dit fenomeen niet is aangepast;

Overwegende dat het geraden is voornoemd koninklijk besluit te wijzigen en, in afwachting daarvan, die aangelegenheid bij collectieve arbeidsovereenkomst te regelen;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen;
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979;
- de Belgische Boerenbond;
- "la Fédération nationale des Unions professionnelles agricoles";
- "l'Alliance agricole belge";
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België;
- het Algemeen Belgisch Vakverbond;
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België,

in de Nationale Arbeidsraad op 10 februari 1999 navolgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten :

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers met een arbeidsovereenkomst, bedoeld bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of bij de wet van 1 april 1936 op de arbeidsovereenkomsten wegens dienst op binnenschepen en op de werkgevers die hen tewerkstellen.

Art. 2. Zij is niet van toepassing op de werkgevers en de werknemers die gebonden zijn door een collectieve arbeidsovereenkomst waarbij aan de werknemers gelijkwaardige of gunstiger voordelen worden toegekend dan voorzien bij deze overeenkomst.

Art. 3. Ter gelegenheid van het overlijden van een overgrootvader, een overgrootmoeder of een achterkleinkind hebben de in artikel 1 bedoelde werknemers het recht, met behoud van het normaal loon, van het werk afwezig te zijn voor een als volgt bepaalde duur :

- in geval van overlijden van een bij de werknemer inwonende overgrootvader, overgrootmoeder of achterkleinkind : twee dagen door de werknemer te kiezen in de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt met de dag van de begrafenis;
- in geval van overlijden van een niet bij de werknemer inwonende overgrootvader, overgrootmoeder of achterkleinkind : de dag van de begrafenis.

Art. 4. Voor de toepassing van artikel 3 worden de overgrootouders van de echtgeno(o)t(e) van de werknemer gelijkgesteld met de overgrootouders van de werknemer.

Art. 5. De deeltijdse werknemers hebben het recht, met behoud van het normaal loon, van het werk afwezig te zijn gedurende de dagen bedoeld in het artikel 3, die samenvallen met de dagen waarop zij normaal gewerkt zouden hebben.

Zij mogen de afwezigheidsdagen kiezen in dezelfde beperkingen als deze bedoeld in het voornoemd artikel 3.

Art. 6. Deze overeenkomst houdt op uitwerking te hebben op de datum van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit, waarbij het overlijden van overgrootouders en achterkleinkinderen opgenomen wordt in het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten.

Deze overeenkomst zal op verzoek van de meest gereede ondertekende partij kunnen herzien of opgezegd worden, met een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet de redenen aangeven en amendementsvoorstellen indienen; de andere organisaties gaan de verbintenis aan deze, binnen de termijn van een maand na de ontvangst ervan, in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 23 april 1999.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

## Conseil national du Travail

Avis n° 1261 relatif à l'octroi d'un petit chômage en cas de décès d'arrière-grands-parents et d'arrière-petits-enfants

Le Conseil national du Travail a consacré d'initiative un examen à la question de l'octroi d'un petit chômage en cas de décès d'arrière-grands-parents et d'arrière-petits-enfants.

Au terme de son examen, il a conclu, le 10 février 1999, une convention collective de travail.

Le Conseil a émis simultanément l'avis suivant :

## 1. Introduction

Le Conseil national du Travail rappelle qu'en vertu de la législation actuelle, le travailleur a le droit de s'absenter du travail avec maintien de sa rémunération pour certaines convenances personnelles ou à l'occasion de certains événements familiaux, tels que le mariage, la naissance ou le décès, ou en vue de l'accomplissement de certaines obligations.

Il souligne que ce droit à l'absence, dénommé petits chômeages, est réglé par l'arrêté royal du 28 août 1963 relatif au maintien de la rémunération normale des ouvriers, des travailleurs domestiques, des employés et des travailleurs engagés pour le service des bâtiments de navigation intérieure pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiles ou de missions civiles.

Cet arrêté a été pris sur la base de l'article 30 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et de l'article 25quinquies de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1936 sur les contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure, lesquels disposent que le Roi fixe, après avis du Conseil national du Travail en ce qui concerne l'article 30, les événements entrant en ligne de compte pour les petits chômeages ainsi que le nombre de jours par événement.

## 2. Proposition

Le Conseil constate qu'en vertu de l'arrêté royal du 28 août 1963, un petit chômage est accordé notamment à l'occasion du décès des grands-parents et des petits-enfants, habitant ou non chez le travailleur.

Il fait remarquer qu'en raison de l'allongement de la durée de vie de la population belge, les travailleurs sont de plus en plus confrontés au décès de leurs arrière-grands-parents ou de leurs arrière-petits-enfants.

Le Conseil estime qu'il y a lieu d'octroyer également un petit chômage dans cette hypothèse et dès lors d'adapter la réglementation à ce phénomène.

Il estime par conséquent opportun d'ajouter le décès des arrière-grands-parents et des arrière-petits-enfants à la liste des événements donnant droit aux petits chômeages qui figure dans l'arrêté royal de 1963. Il propose que ce petit chômage soit accordé dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles qui s'appliquent en cas de décès des grands-parents et des petits-enfants.

Cela signifie concrètement :

- en cas de décès d'arrière-grands-parents ou d'arrière-petits-enfants habitant chez le travailleur : deux jours à choisir par le travailleur dans la période commençant le jour du décès et se terminant le jour des funérailles;

- en cas de décès d'arrière-grands-parents ou d'arrière-petits-enfants n'habitant pas chez le travailleur : le jour des funérailles;

- les arrière-grands-parents du conjoint du travailleur sont assimilés aux arrière-grands-parents du travailleur;

- les travailleurs à temps partiel ont le droit de s'absenter du travail pendant les jours susvisés qui coïncident avec les jours où ils auraient normalement travaillé; ils peuvent choisir les jours d'absence dans les mêmes limites que celles visées ci-avant.

En attendant qu'une suite soit donnée au présent avis, le Conseil a conclu une convention collective de travail visant à accorder un petit chômage en cas de décès d'arrière-grands-parents et d'arrière-petits-enfants dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles proposées ci-avant. Cette convention cessera d'être en vigueur le jour où l'adaptation proposée de l'arrêté royal de 1963 entrera en vigueur.

## Nationale Arbeidsraad

Advies nr. 1261 betreffende de toekenning van klein verlet bij het overlijden van overgrootouders en achterkleinkinderen

De Nationale Arbeidsraad heeft uit eigen beweging een onderzoek gewijd aan het vraagstuk van de toekenning van klein verlet bij het overlijden van overgrootouders en achterkleinkinderen.

Tot besluit van dit onderzoek heeft de Raad op 10 februari 1999 dienaangaande een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

Terzelfder tijd heeft de Raad navolgend advies uitgebracht :

## 1. Inleiding

De Nationale Arbeidsraad herinnert eraan dat volgens de huidige wetgeving de werknemer het recht heeft om met behoud van het loon afwezig te zijn voor bepaalde persoonlijke aangelegenheden of familiegebeurtenissen zoals het huwelijk, de geboorte of het overlijden, of voor het vervullen van bepaalde verplichtingen.

Hij wijst erop dat dit afwezigheidsrecht, klein verlet genoemd, geregeld is bij het koninklijk besluit van 28 augustus 1963 betreffende het behoud van het normaal loon van de werklieden, de dienstboden, de bedienden en de werknemers aangeworven voor de dienst op binnenschepen, voor afwezigheidsdagen ter gelegenheid van familiegebeurtenissen of voor de vervulling van staatsburgerlijke verplichtingen of van burgerlijke opdrachten.

Genoemd besluit is genomen op grond van het artikel 30 van de arbeidsovereenkomstenwet van 3 juli 1978 en op basis van het artikel 25quinquies van de wet van 1 april van 1936 op de arbeidsovereenkomsten wegens dienst op binnenschepen, waarin bepaald wordt dat gebeurtenissen die voor klein verlet in aanmerking komen alsmede het aantal dagen per gebeurtenis vastgesteld worden door de Koning, wat artikel 30 betreft na advies van de Nationale Arbeidsraad.

## 2. Voorstel.

De Raad stelt vast dat krachtens het voornoemd koninklijk besluit van 28 augustus 1963 onder meer klein verlet wordt toegekend bij het overlijden van grootouders en kleinkinderen, die al dan niet bij de werknemer inwonen.

De Raad laat opmerken dat als gevolg van de stijging van de levensduur van de Belgische bevolking de werknemers meer en meer geconfronteerd worden met het overlijden van hun overgrootouders of hun achterkleinkinderen.

De Raad is van oordeel dat ook in die hypothese klein verlet aan de werknemers moet worden toegekend en vindt dan ook dat voornoemde reglementering aan dit fenomeen moet worden aangepast.

Derhalve acht de Raad het geboden om in het koninklijk besluit van 1963 het overlijden van overgrootouders en achterkleinkinderen op te nemen in de opsomming van de gebeurtenissen, die voor klein verlet in aanmerking komen. Hij stelt voor dat dit klein verlet wordt toegekend onder dezelfde voorwaarden en modaliteiten als deze die bij het overlijden van grootouders en kleinkinderen van toepassing zijn.

Dit betekent concreet :

- in geval van overlijden van overgrootouders of achterkleinkinderen, die bij de werknemer inwonen : twee dagen door de werknemer te kiezen in de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt met de dag van de begrafenis;

- in geval van overlijden van overgrootouders of achterkleinkinderen, die niet bij de werknemer inwonen : de dag van de begrafenis;

- de overgrootouders van de echtgeno(o)t(e) van de werknemer worden met de overgrootouders van de werknemer gelijkgesteld;

- de deeltijdse werknemers hebben het recht van het werk afwezig te zijn gedurende de voornoemde dagen, die samenvallen met de dagen waarop zij normaal gewerkt zouden hebben; zij mogen de afwezigheidsdagen kiezen in dezelfde beperkingen als hiervoor bedoeld.

In afwachting dat aan voornoemd advies gevolg wordt gegeven, heeft de Raad een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten, die tot doel heeft bij het overlijden van overgrootouders en achterkleinkinderen klein verlet toe te kennen onder dezelfde voorwaarden en modaliteiten als deze die hiervoor worden voorgesteld. Die cao zal ophouden uitwerking te hebben op de dag dat de voorgestelde aanpassing van het koninklijk besluit van 1963 in werking zal treden.